

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/137

2 octobre 1951

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES
MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION
DES MINORITES

DOCUMENTS
INDEX UNIT

MASTER

4 OCT 1951

MTD | MW |

Quatrième session

Point 5, alinéa b)

RAPPORT DU COMITE CHARGE D'ETABLIR LE CLASSEMENT DES MINORITES

(Mlle Monroe, M. Ekstrand et M. Shafagh)

1. Documents de base

Lors de ses délibérations, le Comité a utilisé comme base de discussion les documents suivants :

- 1) Le classement établi par le Secrétariat en 1949 (E/CN.4/Sub.2/85);
- 2) Les rapports de la Sous-Commission elle-même, notamment le rapport sur les travaux de sa troisième session;
- 3) Les réponses des gouvernements, dont la Sous-Commission a eu communication sous la forme des documents portant la cote E/CN.4/Sub.2/122 et additifs.

2. Objet du classement

Le Comité a estimé que le classement avait maintenant un objet plus restreint que celui qu'avait envisagé le Secrétariat lors de la rédaction de son étude en 1949. Il n'a visé qu'à établir "un classement aux fins de mesures de protection qu'entendrait prendre l'Organisation des Nations Unies" et n'a cherché à classer que les groupes "qui possèdent et qui désirent conserver des caractéristiques ethniques, religieuses ou linguistiques stables".

En s'efforçant d'établir un classement de ces groupes, le Comité a visé à :

- 1) Préciser la notion de minorité;
- 2) "Aider les gouvernements à répondre à toute enquête relative aux minorités" (résolution D, 1950) et
- 3) A plus longue échéance, aider à résoudre "les difficultés et les litiges" que pourrait soulever une demande de statut minoritaire émanant d'un groupe ayant besoin de protection (résolution G, 1950).

3. Aspects contradictoires du classement

En cherchant à déterminer, d'après les réponses des gouvernements, quels groupes il convenait de faire figurer dans son classement, le Comité a été frappé par ce fait : bon nombre d'Etats comptent, sans doute, des groupes qui présentent et qui conservent des caractéristiques particulières, mais ils s'efforcent de leur mieux de satisfaire les aspirations de ces groupes.

Le Comité a jugé qu'il était du devoir de la Sous-Commission d'approuver et d'encourager les Etats qui cherchent à résoudre les problèmes des minorités par des mesures prises sur le plan national. Il a estimé, en outre, que la Sous-Commission devrait s'abstenir de proposer des mesures susceptibles de gêner les efforts des gouvernements qui s'emploient de leur mieux à régler la question des minorités qui relèvent de leur autorité. Il a exprimé l'appréhension qu'en établissant un classement détaillé, on risquerait, entre autres conséquences, d'inciter les groupes dont les membres se jugent actuellement satisfaits et équitablement traités à solliciter le statut international et des privilèges spéciaux pour des raisons injustifiées, par exemple l'importance qu'ils s'attribuent. L'Organisation des Nations Unies ne doit pas contribuer à créer un "complexe de groupe minoritaire".

D'autre part, il est manifestement du devoir de la Sous-Commission d'ouvrir, sur le plan international, la possibilité d'un recours pour les minorités qui en ont vraiment besoin. Il faut tenir compte de ces deux considérations divergentes. Mais, à tout bien peser, le Comité estime que c'est au moment où l'on recevra les demandes de protection qu'il conviendra d'établir le classement.

4. Recommandation

En conséquence, le Comité recommande à la Sous-Commission :

- 1) De reconnaître qu'à la lumière des réponses reçues des gouvernements en application de la résolution 303 F (XI) du Conseil économique et social, la méthode idéale consiste à régler les problèmes que posent les groupes minoritaires par des mesures d'ordre législatif et pratique sur le plan national.
- 2) D'exprimer sa satisfaction du fait que tant de gouvernements déploient leurs meilleurs efforts en ce sens.
- 3) De ne pas établir un classement des minorités plus détaillés que ne le permet la définition de minorité donnée par la Sous-Commission avant de savoir quels sont les groupes minoritaires qui présentent une demande de protection internationale.
